

Sans papiers (II) : quatre propositions pour en finir avec l'enfer de la clandestinité

Article rédigé par Yves Meaudre, le 06 septembre 2002

Contre toute attente, les sans papiers réunis par la Coordination 93 pour occuper la cathédrale de Saint-Denis ont évacué le sanctuaire. L'intervention de Mgr de Berranger demandant aux clandestins de " cesser leur mouvement ", la fermeté du gouvernement, les faiblesses du " collectif " organisateur sont à l'origine de ce départ, chacun à des degrés divers.

Mais le problème de fond demeure : des milliers d'immigrés demeurent en situation irrégulière sans perspective d'en sortir dignement, et leur nombre ne cesse de croître. Dans le meilleur des cas, l'obtention d'un papier ne résoudra rien. Et les agitateurs d'extrême-gauche qui exploitent cette misère — sans renoncer à leurs méthodes — ne vont rien faire pour améliorer leur situation.

La politique à mettre en œuvre est pourtant connue. Elle relève du bon sens :

- Retirer le montant du coût social de chaque immigré clandestin de l'aide à la coopération du pays dont celui ci ressort.
- Redéterminer une politique de coopération volontariste (développement économique, exploitation des matières premières au profit partagé équitablement entre les investisseurs et les peuples sous contrôle d'experts européens, la redistribution des richesses pouvant se faire sous forme d'investissement logistiques, médicaux, scolaires ou universitaires afin d'éviter les "prélèvements" des administrateurs politiques, sécurisation par des coopérations militaires sous contrôle, formation des cadres avec obligation pour ceux-ci de participer pendant dix ans au développement de leur propre pays, etc.) ceci, pour développer les pays exportateurs d'immigrés.
- Des amendes et des peines de prison lourdes pour les employeurs de travailleurs illégaux(à cela on me répond que jamais on n'aurait construit le stade de France et que les entreprises de travaux publics devraient construire leur propre prison !).
- Peines de prison extrêmement lourdes pour les organisateurs des filières, pour lesquels l'immigration est un véritable marché lié à la drogue, à la prostitution et maintenant aux enlèvements sous rançon. On sait que dans des centres hospitaliers universitaires de la région parisienne, des lits sont monnayés à partir du Mali ou du Centre-Afrique. Tel professeur découvre un matin un grand malade clandestin pour lequel sa fratrie aura payé 8.000 euros à une organisation de passeurs. Que peut-il faire sinon le soigner à 1.200 euros par jour alors que le même service dans le pays d'origine coûterait la même somme pour un an ! Tel patron d'une société disant avoir retrouvé ses employés illégaux en morceaux dans la benne à ordures parce qu'ils n'avaient pas acquitté leur droit de passage ! Savons-nous que les plus importants employeurs d'illégaux sont des illégaux eux-mêmes ?

Il est quand même tout à fait paradoxal que la CGT soit aussi exigeante pour l'augmentation du Smic et dans le même temps cherche violemment à créer des appels d'air de plus en plus forts pour attirer des populations dont tout le monde sait qu'elles fournissent les viviers du travail servile.

On vous répondra que la régularisation des papiers permettra une insertion sociale. C'est faux savent les fonctionnaires des préfectures. L'appel d'air démultiplie le phénomène. On sait que pour 100 Maliens qui débarquent, quatre seulement travaillent. Et vous ne trouvez pas J2M chez les Maliens ! Pour une régularisation, trois nouveaux immigrés arrivent. Enfin avec ou sans papiers ces populations dépourvues de toutes structures sont clanisées et exploitées de façon surréaliste. On l'a déjà dit : Zola est relégué à la bibliothèque rose.

Yves Meaudre est le directeur général de l'ONG Enfants du Mékong. A notamment publié France, terre d'exil (Fayard), Les Insurgés (Téqui, 2002).